

Sommaire

Actualités

Etat d'Arakan : Plus de 104 000 déplacés internes et des travailleurs humanitaires toujours détenus

Premier discours au parlement birman de Suu Kyi, qui soutient les minorités

Des leaders étudiants arrêtés

25 prisonniers politiques libérés, des centaines toujours derrière les barreaux

Les restrictions sur les medias continuent

Levée des sanctions américaines

Le Rapporteur spécial des Nations Unies en visite en Birmanie

La Banque mondiale prépare une aide de 85 millions de dollars

Eclairage:

Les élites militaires et économiques de la Birmanie continuent spolier des populations rurales

**Nous soutenir,
nous rejoindre**

Edito

Suite aux violences communautaires en grande partie dirigées contre l'ethnie Rohingya qui se sont déroulées au mois de juin en Birmanie, on assiste actuellement à une aggravation de la crise humanitaire et de la situation des droits de l'homme dans l'Etat d'Arakan. Cette crise, compte tenu de son ampleur, ne reçoit pas suffisamment d'attention internationale, et il est fort probable que de nombreuses vies en fassent les frais.

Les informations sont très difficiles à vérifier car les autorités birmanes ont bloqué ou limité l'accès des travailleurs humanitaires internationaux et des journalistes dans la région. Toutefois, ces dernières semaines, de nombreux rapports révèlent l'implication de la police birmane, des forces de sécurité et des soldats dans des cas de violations des droits de l'homme, notamment des viols, des pillages, des cas de torture et des exécutions arbitraire de Rohingyas.

Des arrestations de masse de Rohingyas ont aussi été rapportées. Ces derniers sont maintenus dans des camps de détention sans procès, sans nourriture ni soins médicaux. Et il y a près de 100 000 déplacées internes répartis dans différentes localités.

Des travailleurs humanitaires des Nations unies ont été arrêtés tandis que d'autres vivent dans la clandestinité ou ont fui vers le Bangladesh, où ils n'ont reçu aucune aide et sont en danger d'arrestation. Des milliers de personnes ont fui vers le Bangladesh, où ils ne reçoivent ni aide ni protection, tandis que des milliers d'autres sont refoulés par le gouvernement du Bangladesh, sous la menace d'armes à feu, en violation du droit international.

La «solution» préconisée par le Président Thein Sein pour les Rohingyas, consistant à les diriger vers des camps de réfugiés ou des pays tiers sous la responsabilité des Nations unies, est assimilable à une politique de « nettoyage ethnique ». Cela ne répond pas à la volonté de promouvoir la réconciliation nationale, exprimée par le Président Thein Sein dans sa campagne de «démocratisation».

Cette situation est extrêmement grave et continue à se détériorer à un rythme très rapide. Pourtant, face à une crise de cette ampleur aucune réponse internationale appropriée n'a été émise. Des mesures doivent être prises dès maintenant pour s'assurer du bon acheminement de l'aide humanitaire, de l'arrêt des arrestations et des violations des droits de l'homme, et que la population soit autorisée à retourner en toute sécurité dans leurs foyers. Des actions à plus long terme doivent par ailleurs être prises pour garantir les droits à la citoyenneté des Rohingyas.

Bonne Lecture
L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Etats d'Arakan : Plus de 104 000 déplacés internes et des travailleurs humanitaires toujours détenus

Le 19 Juillet, l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué que les troubles avaient déplacé au moins 104 000 personnes dans le nord de l'Etat d'Arakan. La majorité des personnes déplacées sont fortement tributaires de l'aide alimentaire et vivent dans des conditions difficiles dans des camps décrits comme des «prisons à ciel ouvert». Les organisations humanitaires ont mis en garde que les conditions pour les personnes déplacées risquaient de se détériorer à moins que le régime ne permette «l'accès libre et direct» aux victimes et garantisse la sécurité des travailleurs humanitaires. Médecins Sans Frontières (MSF) a averti que certaines régions de l'Etat d'Arakan pouvaient faire face à une «seconde tragédie» si les organisations humanitaires étaient bloquées dans l'approvisionnement de l'aide aux personnes déplacées.

Le régime détient toujours 10 travailleurs humanitaires et employés des Nations Unies arrêtés pendant les troubles. Le 10 Juillet, trois détenus employés Haut-Commissariat pour les réfugiés ont comparu devant un tribunal de Maungdaw, dans l'Etat d'Arakan.

Le 26 juillet, La Commission européenne a publié une déclaration dans laquelle elle exprime sa préoccupation face aux violences dans l'Etat d'Arakan et appelle toutes les parties concernées à permettre l'accès des organisations humanitaires aux victimes.¹



¹ OCHA (19 Juillet 2012) Myanmar: Displacement in Rakhine State Situation Report No. 5; Guardian (13 Juillet 2012) Burma 'creating humanitarian crisis' with displacement camps in Arakan; DVB (30 Juillet 2012) NGO warns of 'second tragedy' in western Burma

Premier discours au parlement birman de Suu Kyi, qui soutient les minorités



Lors de son premier discours au Parlement, le 25 juillet, la chef de l'opposition Aung San Suu Kyi a choisi d'appeler à la protection des droits des minorités ethniques, qui représentent un tiers de la population du pays.

«Pour devenir une véritable Union démocratique (...), avec des droits égaux et un respect mutuel, j'appelle tous les membres du Parlement à discuter de la mise en place des lois nécessaires pour protéger les droits égaux des groupes ethniques», a déclaré celle qui avait

été élue député en avril.

La lauréate du prix Nobel de la paix a appelé à l'adoption d'une proposition de loi sur la protection des droits des minorités ethniques, afin de mettre en place «une union véritablement démocratique, basée sur le principe d'égalité et de l'esprit de Panglong».

L'opposante, dont le retour au coeur du jeu politique est l'une des preuves les plus manifestes des réformes entamées depuis la dissolution de la junte en mars 2011, a notamment souligné que les niveaux de pauvreté dans les Etats où sont concentrées ces minorités étaient supérieurs à la moyenne nationale.

Leur développement économique n'est «pas satisfaisant», a-t-elle souligné, rappelant que la «guerre» n'était pas terminée dans certaines régions.¹

Des leaders étudiants arrêtés

La police birmane a arrêté vingt leaders étudiants les 6 et 7 juillet, à la veille du 50ème anniversaire de la répression par l'armée de manifestations étudiantes en 1962. Certaines des personnes arrêtées avaient prévu un événement commémoratif pour cet anniversaire.

Les arrestations se sont déroulées d'une manière coordonnée dans plusieurs villes à travers le pays. Certains de ceux qui ont été arrêtés figuraient parmi les prisonniers politiques libérés de prison lors de l'amnistie de Janvier 2012. Ils ont tous été libérés le lendemain.

Ces arrestations ont eu lieu en dépit d'une nouvelle loi étant censée légaliser les manifestations.²

¹ AFP (25 juillet 2012) Premier discours au parlement birman de Suu Kyi, qui soutient les minorités

² Reuters (7 juillet 2012) Des leaders étudiants arrêtés

25 prisonniers politiques libérés, des centaines toujours derrière les barreaux

Le mardi 3 juillet, le gouvernement birman a accordé une amnistie à une cinquantaine de détenus. Parmi eux figurent 25 prisonniers politiques.

Cette nouvelle libération de prisonniers politiques est la bienvenue, mais depuis le mois de novembre 2012, ces libérations se font au compte-goutte. Pour s'assurer de la libération de tous les prisonniers politiques, il est nécessaire de mettre en place un mécanisme approprié tel que la formation d'une commission mixte nationale et internationale, en partenariat avec les Nations Unies, pour enquêter sur le nombre de prisonniers politiques restant dans les prisons de Birmanie et obtenir leur libération le plus tôt possible.¹

Les restrictions sur les medias continuent

Après être revenu sur sa promesse de mettre fin à toute forme de censure des médias d'ici la fin du mois de juin, le régime a intensifié les restrictions sur la liberté de presse.

Le 13 Juillet, le Bureau de la censure a menacé de suspendre la publication des hebdomadaires *Yangon Times* et *Venus* après qu'ils aient publié des informations concernant la détérioration de l'état de santé de l'ancien général Maung Aye. Le 31 Juillet, le Bureau de la censure a suspendu la publication des hebdomadaires *The Envoy* et *Voice Weekly* de façon définitive. *The Envoy* avait publié des extraits d'une interview controversée donnée par le député de l'USDP Aung Thein Lin à un journal chinois. *The Voice* avait publié un article sur un possible remaniement ministériel ainsi qu'un dessin satirique.²

Allègement des sanctions américaines

Le 11 juillet, les Etats Unis ont décidé de permettre aux entreprises américaines d'investir en Birmanie dans tous les secteurs, y compris dans le secteur extractif. Tout en faisant fi des recommandations d'Aung San Suu Kyi sur les investissements responsables, l'administration Obama affirme avoir pris les mesures nécessaires afin que les entreprises américaines ne se rendent pas complices de violations de droits de l'homme. Ainsi, bien que les entreprises américaines soient désormais autorisées à investir en à vendre des services financiers en Birmanie, au-delà d'un certain seuil (500 000 \$), celles-ci devront fournir des rapports sur leurs activités. Les entreprises devront divulguer leurs procédures concernant les droits de l'homme, leurs acquisitions foncières, les questions environnementales, et leurs paiements à des entités ayant des liens avec le régime.

Malgré ces garde fous annoncés par les américains, les défenseurs des droits de l'Homme ont fortement critiqué une levée des sanctions qu'ils considèrent comme étant trop hâtive eu égard de la fragilité des réformes et de la situation actuelle des droits de l'Homme dans le pays.³

1 Mizzima News (4 Juillet 2012) Freed political prisoners' list: AAPP-B

2 Irrawaddy (31 Juillet 2012) Two Rangoon Journals Suspended Indefinitely

3 Le NouvelObs (12 Juillet 2012) Birmanie: Obama annonce un allègement des sanctions économiques.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies en visite en Birmanie

Le 29 Juillet, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme en Birmanie, Tomás Ojea Quintana, a débuté une visite de six jours dans le pays. Le 30 Juillet, Ojea Quintana a rencontré plusieurs prisonniers politiques dans la prison d'Insein à Rangoon. Le 31 Juillet, Ojea Quintana a visité Maungdaw, l'Etat d'Arakan. Cette visite permettra à M. Quintana d'évaluer la situation dans l'Etat d'Arakan au regard des réformes entreprises par le Président Thein Sein.¹

la Banque mondiale prépare une aide de 85 millions de dollars

La Banque mondiale (BM) a annoncé le prochain déblocage d'une aide de 85 millions de dollars pour soutenir les «efforts de réforme» engagés par le pays depuis la dissolution de la junte en mars 2011.

Cette annonce est intervenue alors que la BM et la Banque asiatique de développement ouvraient toutes les deux un bureau dans le pays qui sort de cinquante années de dictature militaire.

«L'ouverture d'un bureau en Birmanie nous permettra d'avoir accès aux populations parmi les plus pauvres de l'Asie de l'est», a commenté le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim dans le communiqué.

La BM va proposer à son conseil d'administration de verser au pays une aide de 85 millions de dollars pour financer des programmes de développement notamment dans certaines zones frontalières du pays sujettes à des tensions, selon le communiqué.

L'institution avait gelé son assistance à la Birmanie en 1987 après que le pays eut cessé de lui rembourser les sommes qu'il lui devait.²

¹ AFP (29 Juillet 2012) UN envoy in Myanmar amid Muslim crackdown concern

² AFP (1er aout 2012) La Banque mondiale prépare une aide de 85 millions de dollars

Eclairage

LES ÉLITES MILITAIRES ET ÉCONOMIQUES DE LA BIRMANIE CONTINUENT DE SPOLIER DES POPULATIONS RURALES



Des fermiers protestent contre la confiscation de leurs terres (© Public Affairs Network, Meiktila)

De plus en plus de fermiers birmans perdent leurs terres et donc leurs moyens de subsistance au profit de certains entrepreneurs qui se trouvent être des partenaires de longue date de l'armée. Cette dernière ne ménage pas ses efforts pour préserver les intérêts de ces élites au détriment de paysans démunis qui constituent l'écrasante majorité de la population (90%). L'ouverture de la Birmanie aux capitaux étrangers ne fait que renforcer un système oligarchique composés de complices du gouvernement qui usent de leurs privilèges pour capter les retombées économiques de la levée des sanctions.

Face à de telles injustices, les paysans trouvent malgré tout le courage de contester le sort qui leur est réservé. Un courage louable lorsqu'on sait que la loi elle-même est contre eux. En effet, selon l'article 37 de la constitution de 2008, rédigée par la junte avant le processus d'ouverture et toujours soutenue par le président Thein Sein, « L'Union est le propriétaire ultime de toutes les terres et toutes les ressources naturelles au-dessus et en dessous du sol, au-dessus et en dessous de l'eau et dans l'atmosphère de l'Union ». La loi permet de plus des expropriations pour « l'intérêt national ». Cette disposition a été aggravée un bouquet de textes comprenant notamment la loi de 2012 sur les terres arables. Cet arsenal juridique réitère le principe de l'appartenance de toute terre à l'Etat et confie toutes les décisions relatives à leur affectation à un organisme de gestion des terres agricoles dont les membres sont nommés par le gouvernement. Un fait d'autant plus inquiétant que dans certains cas d'expropriation, les bénéficiaires sont des parlementaires.

Agissons pour la paix et la démocratie en BIRMANIE

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Eclairage

Ainsi, l'entreprise Zay Kabar a porté plainte pour diffamation à l'encontre de Nay Myo Wai secrétaire général du parti de la paix et de la diversité lorsque celui-ci a aidé des fermiers à s'organiser et à protester contre leur expropriation. A la tête de l'entreprise, on retrouve Khin Swe, député de l'Union pour la Solidarité et le Développement, le parti issu des militaires. Les actions en justice et les menaces de poursuites judiciaires sont devenues les armes favorites des autorités pour intimider les fermiers. Comble de l'hypocrisie, dans le même temps, le gouvernement a annoncé au parlement qu'il allait créer une commission dont le mandat serait d'enquêter sur les allégations d'abus de pouvoir dans les expropriations. Considérant l'identité des auteurs présumés de ces actes, cette commission débute donc avec d'importants handicaps liés à son manque d'indépendance.

Source : Burma Partnership (30 juillet 2012) Burma's Military and Economic Elites Continue to Steal the Livelihoods of Rural People



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél. 01 46 33 41 62
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>